Le mouvement social historique qui mobilise des millions de personnes dans la rue depuis plus d’un mois en France est regardé avec attention dans nos pays respectifs et partout au sein de l’Union européenne.

Emmanuel Macron a d’ailleurs eu recours à l’argument d’autorité de la comparaison internationale pour justifier le bien fondé de son projet, pourtant massivement rejeté par la population française. Il n’y aurait donc « pas d’alternative », seulement une évidence naturelle à faire travailler les citoyens jusqu’à l’épuisement, au-delà de l’espérance de vie en bonne santé.

Et ce, alors que les statistiques montrent qu’une personne ayant commencé à travailler à 22 ans et sans interruption de carrière part déjà à 64,5 ans en France, contre 63,9 ans en moyenne dans l’UE.

La mesure portée par le président de la République française, à l’image de ses homologues libéraux dans le reste de l’Union, est révélatrice d’un choix politique clair : financer des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches sur le dos de millions de travailleurs, à qui on retirera les deux meilleures années de leur retraite.

## Une application catastrophique en Europe

Le report de l’âge légal de départ n’est pas un ajustement technique, c’est un projet politique visant à maintenir les privilèges d’une poignée de milliardaires, au détriment de tout le reste de la population. Des réformes similaires ont d’ailleurs été menées dans nombre de nos pays européens, s’appuyant toujours sur la même rengaine et provoquant partout la même catastrophe.

Reculer l’âge de départ à la retraite ne permet absolument pas de « travailler plus pour cotiser davantage », mais engendre une hausse massive de la précarité et des inégalités sociales et de genre. Beaucoup de séniors se retrouvent ainsi, en réalité, contraints de partir avant d’atteindre l’âge légal en raison de leur incapacité physique et psychologique ou de leur exclusion du marché du travail. Ils ne disposent alors que de pensions incomplètes ou n’ont que les minima sociaux pour subvenir à leurs besoins pendant leur retraite.

En Allemagne, alors que l’âge légal de départ à la retraite sera repoussé à terme à 67 ans, un retraité sur cinq vit désormais dans la pauvreté. Au Danemark, l’âge de départ à la retraite (qui passera de 67 ans aujourd’hui à 69 ans d’ici à 2035) sera bientôt onze années au-delà de l’espérance de vie en bonne santé (58 ans).

Aux Pays-Bas, le taux de pauvreté des retraités a été multiplié par quasiment trois en moins de dix ans, alors que l’âge légal de départ était repoussé de deux ans. En Suède, où l’initiateur de la réforme a appelé la France à ne pas l’imiter, 92 % des femmes ont ainsi connu une baisse de leur pension et le taux de pauvreté des femmes retraitées est deux fois plus élevé que celui des hommes.

## Une volonté idéologique pour Emmanuel Macron

Alors que l’Europe s’avance petit à petit vers le contre-modèle américain, où la précarité est devenue la norme pour les personnes âgées issues des classes populaires, la France fait encore figure d’exception avec l’un des taux de pauvreté des retraités les plus bas du continent.

La volonté de démanteler méthodiquement le système social français est donc clairement idéologique : Emmanuel Macron veut briser cette résistance pour imposer sa vision d’une société inégalitaire et marchandisée où règnent la loi du plus fort et la concurrence de tous contre tous. Il est, en ce sens, un allié clair de la Commission européenne, en appliquant avec zèle ses recommandations aux Etats membres visant à allonger les durées de cotisations et à développer les systèmes d’assurance privée.

La question des retraites n’est pas comptable : c’est un enjeu de société. Deux visions antagonistes et irréductibles s’affrontent, celle de l’individualisme et du profit roi, et celle, la nôtre, de la solidarité et de l’émancipation. Nous ne voulons pas de ce monde où la vie ne se résume qu’au travail et au profit, où l’on refuse à des corps meurtris, usés par des métiers pénibles, le bonheur de profiter de quelques années de repos.

## Inverser le cycle sans fin des régressions sociales

Nous ne voulons pas de ce monde où l’on dénie le droit de profiter de sa vieillesse après une vie de labeur, de s’occuper de ses petits-enfants, de pratiquer des loisirs, de prendre simplement le temps de vivre. Un autre modèle est possible, où l’on finance par la justice sociale et la solidarité un système de retraite qui permet à chacun de vivre dignement, qui rétablit l’égalité entre les femmes et les hommes, qui prend en compte la pénibilité et les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches.

Il est temps de remettre en cause les politiques néolibérales qui détruisent nos services publics et brisent nos systèmes de protection sociale partout en Europe. A la veille de la nouvelle journée de mobilisation du 11 mars, nous, députés nationaux, eurodéputés et leaders politiques de gauche européens, apportons donc un soutien sans faille au mouvement social français, qui peut forcer le gouvernement français à reculer.

Après avoir réuni des millions de personnes dans la rue depuis plusieurs semaines, une victoire en France serait un formidable signal d’espoir et constituerait un point d’appui essentiel pour inverser le cycle sans fin des régressions sociales en Europe et construire une alternative de progrès !

Les signataires de la tribune : **Ione Belarra,** ministre des droits sociaux du gouvernement espagnol et secrétaire générale de Podemos ; **Malin Björk,** députée européenne finlandaise du Vansterpartiet ; **Marc Botenga,** député européen belge du Parti du travail de Belgique ; **Ozlem Demirel,** députée européenne allemande de Die Linke ; **Nicola Fratoianni,** député italien et secrétaire de Sinistra Italiana ; **Raoul Hedebouw,** député belge et président du Parti du travail de Belgique ; **Maria Eugenia Rodriguez Palop,** députée européenne espagnole de Podemos ; **José Gusmao,** député européen portugais du Bloco de Esquerda ; **Pablo Iglesias,** ancien vice-président et ministre des droits sociaux du gouvernement espagnol ; **Marisa Matias,** députée européenne portugaise du Bloco de Esquerda ; **Catarina Martins,** députée portugaise et coordinatrice du Bloco de Esquerda ; **Chris McManus,** député européen irlandais du Sin Fein ; **Irene Montero,** ministre de l’égalité du gouvernement espagnol ; **Martin Schirdewan,** député européen allemand et coprésident de Die Linke ; **Idoia Villanueva Ruiz,** députée européenne espagnole de Podemos ; **Nikolaj Villumsen,** député européen danois d’Enhedslisten ; **Petar Vitanov,** député européen bulgare du Parti socialiste bulgare.

Collectif